

LE 9 MAI 2019

EN GRÈVE POUR L'AVENIR DE LA FONCTION PUBLIQUE ET POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI

Malgré un vote unanime des neuf organisations syndicales contre le projet de loi Fonction publique, Le gouvernement persiste à vouloir imposer cette loi de casse sociale !

PRÉCARITÉ

SUPPRESSIONS DE POSTES

**RECOURS AUX
CONTRATS DE MISSION**

Allongement du temps de travail
Suppression des accords locaux

Amplification des écarts
salariaux femmes - hommes

INÉGALITÉS DE TRAITEMENT

Poursuite du gel
du point d'indice
Pression des directions

**MISE EN CONCURRENCE
DES AGENTS**

NON À LA CASSE
DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉMUNÉRATION AU MÉRITE

RECRUTEMENT PAR CONTRAT

Opacité dans les avancements, mutations,
promotions • Favoritisme
Généralisation de l'entretien professionnel
sur des critères subjectifs

Fin des garanties collectives
Soumission aux intérêts
partisans

**SUPPRESSION
DES COMPÉTENCES DES CAP**

CLIENTÉLISME

SUPPRESSION DES CHSCT

Réduction des moyens alloués
à la médecine de prévention
Accroissement des risques psychosociaux

LES REVENDEICATIONS DE LA CGT POUR LES AGENTS ET LES USAGERS

- Le retrait du projet de loi Fonction publique
- Un plan massif de résorption de la précarité
- La création de postes statutaires pour répondre à tous les besoins
- Le maintien des accords locaux concernant le temps de travail
- La possibilité d'en conclure de nouveaux pour aller vers une **diminution significative du temps de travail pour tendre aux 32 heures**
- Le renforcement du Statut pour préserver l'indépendance du fonctionnaire et la garantie de ses droits
- L'augmentation de la valeur du point d'indice et le rattrapage immédiat à hauteur de 16 %
- Le renforcement de la gestion collective des carrières, et donc des CAP, pour que les agents ne soient pas isolés et mis en concurrence
- Le maintien des CHSCT et le développement de leurs moyens et prérogatives
- Un service public accessible partout et pour tous qui réponde et s'adapte aux besoins sociaux de toute la population
- La mobilisation des moyens financiers nécessaires pour l'intérêt général, qui nécessite des mesures fortes de justice fiscale



Retrouvez l'ensemble des propositions de la CGT pour la Fonction publique sur www.ufsecgt.fr
colonne de droite : tous les numéros de Fonction publique

LE PROJET DE LOI FONCTION PUBLIQUE, C'EST LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT SOCIAL. C'EST L'EXTERNALISATION DES MISSIONS AU PROFIT DU CAPITAL ET AU DÉTRIMENT DU CONTRIBUABLE.

L'INTERSYNDICALE FONCTION PUBLIQUE A RÉAFFIRMÉ SA VOLONTÉ DE METTRE EN ŒUVRE UN PROCESSUS DE MOBILISATION INSCRIT DANS LA DURÉE, DONT LE 9 MAI SERA UNE ÉTAPE FORTE !



**OUI À LA
DEMOCRATIE
SOCIALE**

RETRAIT DU PROJET DE LOI !



**OUI À
L'EMPLOI
STATUTAIRE**

RETRAIT DU PROJET DE LOI !



**OUI À
L'AUGMEN-
TATION DES
SALAIRES**

RETRAIT DU PROJET DE LOI !



**OUI AUX
DROITS DES
AGENTS**

RETRAIT DU PROJET DE LOI !

